

Q1 : Au sommet de La Valette, l'UE dit vouloir "élargir" sa coopération avec l'Afrique. L'UE insiste aussi sur le fait que le sommet est "informel". Dans ses documentations de communication, l'UE met en avant ses "aides" aux pays africains et insiste sur le point qu'il faut porter l'effort sur "la lutte contre l'immigration illégale et le trafic humain". Quel est votre sentiment, avant les deux jours de sommet ? Que peut-on en attendre de positif ?

R ; L'UE est un donateur majeur en Afrique et le fait qu'elle décide de s'intéresser plus sérieusement aux questions liées à l'immigration et au trafic humain est une excellente chose. Cela signifie qu'elle va s'occuper un peu plus sérieusement des pays fragiles que sont en particulier les pays du Sahel déjà fortement exportateurs de main d'œuvre qui se trouvent confrontés à une montagne de problèmes, démographiques avec une fécondité hors de contrôle, économiques avec une agriculture largement en panne, politiques et sociaux avec un dramatique chômage des jeunes, ethnico politiques avec des fractures qui s'approfondissent, organisationnels et sécuritaires avec des appareils régaliens (armée, gendarmerie, justice, administration territoriale) dont on a mesuré au Mali la situation dramatique de désorganisation et de sous équipement.

Le malheur c'est que les services de l'Union européenne qui gèrent son aide et dont les ressources financière sont considérables, sont d'une lourdeur extraordinaire et n'ont surtout aucune expertise sérieuse dans ces domaines fondamentaux pour ces pays que sont le développement rural, le renforcement des institutions régaliennes et en particulier des armées, sans parler des questions de planning familial. Ces services savent superviser des opérations simples telles que la construction de routes et les aides budgétaires ; mais ils sont, de l'avis de nombreux spécialistes, dans l'incapacité de piloter et gérer sur le terrain les myriades de petites opérations pour la plupart confiées à des ONG, qui sont indispensables pour relancer l'agriculture et l'élevage et créer les emplois exigés par la démographie.

Je crains par conséquent des effets d'annonce, une stérilisation ou un gaspillage de ressources qui seraient paradoxalement beaucoup mieux gérées par notre aide bilatérale et en particulier par L'AFD. L'UE reconnaît d'ailleurs de facto ses problèmes d'expertise puisqu'elle confie la gestion d'une partie de ses ressources en matière de développement rural à l'AFD. Mais franchement quelle complication : la France verse des montants d'aide considérables à l'UE qui ensuite, faute de pouvoir les utiliser, confie la gestion d'une petite partie à l'AFD. Il serait quand même plus simple de les affecter directement à notre opérateur pivot bilatéral qu'est l'AFD.

Nous payons ici l'absurdité d'une politique de coopération qui depuis plus de 20 ans confie imprudemment ses ressources d'aide aux organismes multilatéraux et européens, ceci sans se rendre compte que leur efficacité dans les pays à faible capacité comme au sahel est très réduite, et que l'argent est pour partie inutilisé ou gaspillé dans des opération qui ne sont pas prioritaires.

Or ceci est beaucoup plus grave qu'on ne l'imagine car les pays du sahel qui sont dans une impasse démographique et coincés dans une trappe à pauvreté ont besoin d'une aide bien ciblée et bien gérée pour sortir de cette trappe qui

les conduit sinon inéluctablement à suivre le chemin de l'Afghanistan avec qui ils partagent beaucoup de caractéristiques comme je le développe dans mon dernier livre qui vient de sortir aux Ed Fayard (Africanistan- l'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? »). Si ces questions de démographie, de développement rural au ras du sol et de renforcement de l'appareil d'Etat ne sont pas appuyées par des donateurs à forte expertise, il faut s'attendre au même échec de l'aide qu'en Afghanistan où celle ci, massive et désordonnée, a fini par faire partie du problème et non de la solution.

Q2 : Que peuvent "apporter" les pays africains à ce sommet ? Quels pays sont en mesure de développer une action qui serait en mesure d'améliorer la collaboration avec l'UE sur le problème des migrations de masse, compte tenu du fait que nombre d'entre eux sont en proie aux plus graves difficultés économiques, politiques, voire déchirés par des conflits armés ?

Si l'on veut maintenant éviter les drames que la démographie prépare au Sahel, dans un contexte économique qui malgré des taux de croissance d'un PIB tiré par les importations de matières premières par la Chine ne crée pas d'emplois à la hauteur des besoins, il faut que tant les grands donateurs que les pays concernés soient vraiment sérieux. Il n'y a ici plus de temps à perdre. Il est inadmissible que l'aide internationale continue à refuser de s'occuper de la réforme des secteurs de la sécurité, ne consacre que 8 % de ses ressources au développement rural qui fait vivre 70 à 80 % de la population de ces régions et que 0,2% de ses ressources (on croit rêver !) au planning familial.

De leur côté en contrepartie d'une aide extérieure massive, les pays africains du Sahel doivent s'engager à mettre de l'ordre dans leur maison, ce qui signifie réformer leurs administrations et leurs institutions publiques gravement parasitées par le clientélisme, à tripler leurs budgets consacré au développement agricole et à s'attaquer enfin au problème angoissant de la régulation des naissances. Sur la base actuelle de la fécondité, le Niger qui avait 3 millions d'habitants en 1960 devrait en avoir 89 millions en 2050 alors qu'on ne peut pratiquer l'agriculture que sur 8 % de sa superficie. Ou allons-nous !

Q3 : La Libye est désignée comme étant un sujet de discussion majeur, au cours du sommet de La Valette. Mais que peut-on imaginer de "positif", selon vous, à propos de ce pays dont la situation est particulièrement dramatique ?

La seule chose qu'on puisse espérer est un accord politique entre les principales factions non affiliées à Daesh et Al Quaida pour engager un processus de construction politique et administratif de ce pays. Notons que la situation actuelle était largement prévisible, car dans un pays à structure tribale, sans administration régaliennne ni appareil d'Etat sérieux, la disparition du système coercitif qui maintenait tant bien que mal l'unité du pays provoque nécessairement son implosion. On l'a vu en Irak. On l'a vu en Afghanistan en 1992. Sans doute aurait-il fallu méditer cette question avant d'envoyer les Rafales...

